

la porte migration en Europe.

travaillent sur le terrain. Ceux-ci doivent devenir de véritables partenaires dans la reconstruction du tissu social.

Enfin, il faut créer les conditions d'une intégration citoyenne, ce qui implique l'organisation du droit de vote des immigrés pour qu'ils deviennent des citoyens à part entière, avec des droits et des devoirs complets.

papier des cinq ans passés.

lution réelle fort éloignée de cette vision normée. Elle se complexifie, se diversifie. Et l'on est surpris, à l'heure des bilans, de voir que l'offre politique ne correspondait pas à la demande sociale...

Le temps du grand retour de Tocqueville en France est-il venu, comme le prédit le chercheur américain Jonah Levy ? Va-t-on rééquilibrer la société entre sphère publique et sphère privée, entre sphère administrative et société civile ? La question fondamentale d'aujourd'hui est bien de savoir si l'on va redonner de la « puissance » à tous les acteurs autres qu'administratifs. Le mot clef est *empowerment* : littéralement, donner du pouvoir. Pour cela, il faut que le pouvoir d'Etat accepte d'abandonner une partie de son propre pouvoir pour que d'autres acteurs puissent exercer le leur.

Le test déterminant sera le rôle accordé aux partenaires sociaux. Après des années où toutes leurs initiatives ont été combattues, des années au cours desquelles on a nationalisé le dialogue social et étatisé la protection sociale, va-t-on enfin les laisser exercer leurs responsabilités ? Va-t-on, de même, laisser les régions trouver les solutions concrètes aux problèmes qu'elles affrontent ? Si c'est le cas, Tocqueville sera enfin prophète dans son pays.

« On ne change pas la société par décret », Michel Crozier, Grasset, 1979. « Tocqueville's Revenge : State, Society and Economy in Contemporary France », Jonah Levy.

vu de l'école de Toulouse

Au bal des mondialistes hypocrites

Dirigeants français, un peu de sincérité sur ce que vous pensez de la mondialisation !



Par Paul Seabright
chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

LA FRANCE est un drôle de pays où la plupart des candidats aux élections ont montré, sans toujours s'en rendre compte, leur adhésion au « cosmopolitisme » à travers leurs façons de parler et de penser, de vivre et même de s'habiller, alors qu'ils multipliaient leurs critiques d'une mondialisation qui est... ce même cosmopolitisme désigné par un autre nom. Car le terme de « mondialisation » a beau être un néologisme, il n'en désigne pas moins un phénomène très ancien.

Les civilisations les plus dynamiques de l'histoire ont toutes été mondialisées selon les critères de leur époque. Athènes et Rome, la Florence du quattrocento, l'Angleterre sous Elizabeth I^{re} et la Hollande du XVII^e siècle accueillaient des gens, des biens et des idées venus de l'étranger, puis les transformaient dans la marmite d'une culture indigène. La France du XIX^e siècle accueillait des immigrés quand d'autres pays les exportaient par millions vers le Nouveau Monde.

Quand les antimondialistes se plaignent (avec raison) des restrictions mises à la liberté de mouvement qui empêchent certains d'entre eux d'aller manifester lors des sommets européens, ils témoignent inconsciemment de l'incohérence de leur opposition radicale à la mondialisation. Une critique plus nuancée serait pourtant possible.

Mais il faut d'abord reconnaître qu'un plein engagement vers le monde extérieur est à la base de toute prospérité moderne. Il peut se faire avec précaution, mais aucun pays n'a réussi à fonder une importante croissance économique sur une politique d'autarcie. Les pays qui stagnent, notamment en Afrique subsaharienne, souffrent d'une absence de mondialisation, non pas d'un excès. Les investisseurs étrangers vont en Malaisie, pas au Malawi.

Bien sûr, les « antis » ont aussi de bons arguments. La non-intégration de certains pays pauvres dans l'économie mondiale n'est pas un simple accident. Il leur manque ces institutions de base – éducation, formations accessibles à tous, réglementations transparentes, redistribution et concurrence – que les pays riches ont été peu soucieux de les aider à créer. Alors qu'eux-mêmes n'hésitent pas à triquer le système du commerce international à leur convenance, en subventionnant leurs exportations agricoles ou en imposant des tarifs sur les textiles.

Nos dirigeants sont des mondialistes hypocrites. Lorsqu'ils prêchent le commerce libre, souvent ils ne le pratiquent pas. Lorsqu'ils le pratiquent, souvent ils ne le défendent pas, préférant au contraire en faire un bouc émissaire pour des malaises qui ont leur origine

“ Ceux qui prêchent le libre échange ne le pratiquent pas. Ceux qui le pratiquent ne le défendent pas. ”

dans leur propre pays (chômage, destruction environnementale, instabilité financière). Par leur manque de courage, ils nourrissent la démagogie antimondialiste. Et les ravages provoqués par sa victoire, dans les années 30, devraient nous alerter.